



[ACTUALITÉ]

GLOBAL BUSINESS

ACCROISSEMENT DES PRÊTS TRANSFRONTALIERS DANS UN CONTEXTE DE CRISE

MALGRÉ LA PRÉSENCE DE MAURICE SUR LA LISTE NOIRE DE L'UNION EUROPÉENNE PENDANT PRÈS DE 18 MOIS, LE VOLUME DES PRÊTS EST EN HAUSSE. UNE PERFORMANCE RÉALISÉE DANS UN CONTEXTE DIFFICILE. CAR LES BANQUES ONT DÛ CONSOLIDER LEUR SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE ET APPLIQUER DES NORMES MACROPRUDENTIELLES STRICTES.

EVIE FIDÈLE

À fin décembre 2020, environ 54 % des dépôts du secteur bancaire provenaient des activités du global business, selon Moody's. Un chiffre qui témoigne de toute l'importance du Segment B (international) dans le système financier bancaire et non bancaire qui reste largement interconnecté.

Une tendance qui se reflète aussi dans les chiffres du *Sectorwise Distribution of Credit to Non-residents* de la Banque de Maurice, lesquels montrent une progression constante des prêts transfrontaliers (*loans*). Effectivement, en décembre 2020, juin 2021 et décembre 2021, ceux-ci se sont élevés respectivement à Rs 261 milliards, Rs 265 milliards et Rs 292,68 milliards.

Quant à l'allocation totale de crédit aux non-résidents (celle-ci englobe les prêts,



AMIT BAKHIRTA (CEO D'ANNEAU)

découverts, obligations d'entreprise et titres de créances, entre autres), elle se chiffrait, elle, à Rs 648,6 milliards en décembre 2021 contre Rs 501 milliards en décembre 2020 ; ce qui représente une augmentation de +30 % en roupies, indique Amit Bakhirta, CEO d'Anneau. Il précise, au passage, que cette croissance devrait être ajustée à la dépréciation de la roupie au cours de la même période ; le Mauritius Exchange Rate Index (MERI) s'étant déprécié de -7 %. D'un

autre côté, la majeure partie de l'allocation de crédit aux non-résidents est sans doute en devises fortes ; ce qui fait que la croissance est estimée à environ +23 %.

« Nous avons besoin de la répartition exacte des différentes devises pour pouvoir estimer la croissance précise. Ce qui n'est pas disponible. Toutefois, les chiffres disponibles n'indiquent pas un nombre insatisfaisant mais au contraire une nette progression en 2021. Cependant, l'allocation de crédit vers et via les Global Business Companies (GBC) a cependant diminué en roupies ; passant de Rs 67 milliards en décembre 2020 à Rs 62 milliards en décembre 2021. Ce qui représente une décélération de l'ordre de -8 % en termes de roupies. Ajustée à la dépréciation de -7 % du MERI au cours de la période

correspondante, on note qu'en termes réels de devises fortes, l'allocation de crédit aux GBC a diminué d'environ -15 % en 2021. L'allocation de crédit via les GBC représente généralement environ 10 % du crédit total aux non-résidents et, par conséquent, le déficit total a été marginal», analyse Amit Bakhrita.

L'exposition transfrontalière offre des opportunités aux banques en termes de revenus, de diversification des produits et d'accès à un marché plus large. Daniel Essoo, CEO de la Mauritius Bankers Association (MBA), souligne que compte tenu de la taille limitée du marché local et de la forte concurrence qui y prévaut, la croissance du secteur ne peut venir que de l'international. Il faut rappeler que sur les 19 banques opérant à Maurice, 13 sont des banques internationales. Et parmi les six banques 'mauriciennes', plusieurs ont des investisseurs étrangers et, de plus en plus, des bureaux et partenaires à l'étranger. Ce qui démontre que les institutions bancaires mauriciennes sont effectivement pleinement engagées dans ce segment. Cette tendance dure depuis une quinzaine d'années au moins.

«D'ailleurs, si vous regar-



DANIEL ESSOO (CEO DE LA MAURITIUS BANKERS ASSOCIATION)

A FIN DÉCEMBRE 2021, LES PRÊTS TRANSFRONTALIERS TOTALISAIENT RS 292,68 MDS

dez les bilans financiers de ces banques 'mauriciennes', vous verrez que la part internationale grandit de plus en plus, jusqu'à, dans certains cas, dépasser les bénéfices réalisés sur le marché local. Cette démarche s'inscrit dans le contexte économique actuel : avec l'entrée en vigueur de nouveaux traités commerciaux entre Maurice et les grandes puissances émergentes, notamment l'Inde (Comprehensive Economic Cooperation and Partnership Agreement - CECPA) et la Chine (Free Trade Area Agreement), les institutions bancaires se retrouvent avec davantage de nouvelles opportunités de finance-

de l'African Continental Free Trade Area Agreement (AfCFTA), qui est le premier accord de libre-échange d'envergure entre pays africains, dont l'île Maurice est signataire», explique Daniel Essoo.

MEILLEURE GESTION DES RISQUES

Maurice n'a d'autre choix, pour sa croissance, que de se tourner vers l'extérieur. Mais un prêt transfrontalier comporte des risques additionnels. Les banques mauriciennes ont des expositions transfrontalières relativement importantes, car les fonds provenant de l'étranger sont acheminés par le système financier vers d'autres destinations, ce qui, selon la Banque centrale, peut poser des risques potentiels pour le secteur bancaire. Effectivement, tant les pays d'origine que les pays de destination peuvent représenter une source de risque pour les banques.

Mais comme le précise Daniel Essoo, le métier même des banques est d'évaluer les risques et d'y mettre un prix. Le risque est donc un facteur que gèrent les banques. Ce qui fait qu'avec l'évolution de la pratique bancaire, la profession de Risk Officer et la spécialité du risque crédit ont gagné en importance.

IMPACT SUR LE BILAN DES BANQUES

Il est un fait que dans un récent passé, plusieurs banques ont gravement souffert de pertes sur des prêts transfrontaliers – une grosse banque a notamment enregistré des prêts non performants de Rs 3 milliards dans ses livres – et les risques sont donc effectivement palpables. Cependant, comme le fait ressortir Amit Bakhrita, tant que les risques sont calculés, que les expositions transfrontalières restent dans des seuils acceptables et dans les limites ou les contraintes de l'exercice d'appariement d'actif-passif et de durée dans les bilans des banques, ces risques – principalement les risques de change, de taux d'intérêt et de défaut de crédit – doivent être gérables.

LES TARIFICATIONS AUX TRANSACTIONS TRANSFRONTALIÈRES

LES prêts transfrontaliers se font principalement en devises dites *hard currencies*, tels le dollar américain, l'euro ou la livre sterling, indique Daniel Essoo. Ces taux varient énormément selon le pays, l'activité, la durée et la devise, entre autres. Jusqu'à tout récemment, ces prêts étaient principalement liés au LIBOR ; un indice international. Cependant, le LIBOR est en

phase de cessation, car il comporte certains risques et ne capture pas nécessairement d'autres risques. Le monde bancaire procède actuellement à une importante transition vers de nouveaux taux de référence, qui sont beaucoup plus stables.

Les prêts domestiques, eux, sont indexés sur le Prime Lending Rate (PLR) respectif de chaque banque. Le PLR des banques est lui-même indexé sur le Key Repo Rate (KRR) établi par la Banque centrale et sur les coûts encourus par chaque banque. Si le KRR évolue de la même manière pour

tout le monde, les coûts opérationnels varient de banque en banque ; d'où les différences entre les taux offerts par différentes banques.

De son côté, Shakil Daby rappelle que la tarification est liée à un certain nombre de facteurs tels que le risque de crédit, le risque juridique et le risque politique. Ainsi, les prix appliqués aux entreprises locales et aux transactions transfrontalières ne peuvent être comparés car les dynamiques sont complètement différentes.

[ACTUALITÉ]

En effet, les modèles et outils d'aujourd'hui sont très sophistiqués, et il existe d'excellents professionnels qui se spécialisent dans ces métiers. Il existe d'ailleurs une directive de la Banque de Maurice sur les prêts transfrontaliers qui vient énoncer les précautions à prendre.

Ainsi, l'on constate que les prêts transfrontaliers augmentent, mais que les Non-performing loans (NPL) internationaux sont en baisse – de 6,5 % en septembre 2020 à 4,8 % en mars 2021 – à une période de difficultés économiques sur le plan international. Ceci suggère que les banques gèrent de mieux en mieux le risque, et que leurs ardeurs ne sont nullement refroidies.

De son côté, Amit Bakhirta fait remarquer que de manière générale, il est naturel d'encourir un certain niveau de pertes de crédit dans un segment de crédit à forte croissance, et en particulier étranger. «Souvent, nous avons vu des transactions transfrontalières syndiquées par certaines banques locales tourner au vinaigre, et cela au contraire est plutôt préoccupant, car plus la décision



d'allocation de crédit entre les différentes banques du secteur bancaire est étendue, plus on s'attend à ce que ces décisions d'allocation de crédit et de gestion des risques soient meilleures, n'est-ce pas ?», analyse Amit Bakhirta.

Participant à ce débat, Shakil Daby, directeur Corporate and Institutional Banking de la BCP Bank Mauritius, observe que tout se résume à l'appétit des banques pour le risque de crédit et à la structuration de la facilité. Des outils de renforcement du risque de crédit sont souvent envisagés pour améliorer le profil de crédit et fournir un mécanisme d'atténuation du risque. À titre d'exemple, à BCP Bank Mauritius, pour les transactions transfrontalières, où la



SHAKIL DABY (DIRECTOR CORPORATE & INSTITUTIONAL BANKING BCP BANK)

banque est présente dans le pays, elle collabore avec les bureaux du groupe dans un certain nombre de domaines, jusqu'à la participation au risque et agir en tant qu'agent de sécurité.

Cela dit, Shakil Daby laisse entendre que la dynamique du marché a changé suite à la pandémie de Covid-19 et c'est dans ce contexte qu'une approche prudente des banques

dans certains secteurs peut être adoptée. La guerre entre la Russie et l'Ukraine et ses répercussions sur les prix des matières premières ne feront qu'accroître la pression sur des industries déjà en difficulté, sans compter les tensions politiques que connaissent certains pays africains comme le Mali, le Burkina Faso et la Guinée.

DIVERSIFIER LA SOURCE DES DÉPÔTS

Par ailleurs, selon le Financial Stability Report de décembre 2021 de la Banque centrale, le système bancaire est resté un bénéficiaire net de fonds en provenance d'Afrique du Sud et de Chine au cours de la période s'étendant d'avril à septembre 2021 et est donc vulnérable du côté du financement à toute évolution défavorable dans ces pays. En termes de destination des fonds, le secteur bancaire est un fournisseur net de fonds vers des pays tels que les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Europe et l'Inde. Ainsi, toute évolution défavorable dans ces pays pourrait avoir une incidence sur la qualité des actifs des banques détenus dans ces destinations. Sous ce chapitre, Daniel Essoo fait ressortir qu'il est important de comprendre que «l'activité des banques consiste à lever des dépôts, puis à les canaliser sous forme de prêts, et elles doivent s'assurer que les dépôts et les prêts sont en relation stable. Par exemple, si les dépôts s'assèchent, on ne peut plus prêter, et si les prêts tournent mal, il faut quand même rembourser les déposants. Par rapport à l'activité bancaire internationale, cela implique que les banques reçoivent des dépôts de plusieurs pays, et prêtent à plusieurs pays.

DIFFÉRENTES FORMULES DE PRÊTS

L'activité internationale n'est pas nouvelle, et les banques mauriciennes financent depuis de nombreuses décennies le commerce avec les pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe. La Barclays Bank (aujourd'hui Absa), qui opère à Maurice depuis 1919 comme banque locale, a été la première banque à recevoir un permis d'opérations offshore en mai 1989, et d'autres ont suivi depuis. En 2004, le nouveau Banking Act a fusionné les activités domestiques et internationales sous une licence unique, ce qui a permis aux banques mauriciennes ne faisant pas partie de grands groupes internationaux de s'engager dans ces activités.

«Il y a plusieurs types de prêts transfrontaliers. On peut, par exemple, financer une banque étrangère (wholesale banking), dont on peut mesurer la santé financière ; la banque mauricienne n'est donc pas directement exposée à des projets dans le pays en question. On peut aussi financer des projets au sein de consortiums (Syndicated loans) : au lieu de prendre 100 % du financement d'un projet, on prend 10 % avec d'autres banques que l'on connaît, et qui connaissent mieux le pays en question. Les banques mauriciennes connaissent très bien la Trade Finance, et aujourd'hui financent des transactions qui ne passent pas par Maurice. Enfin, lorsqu'on a suffisamment de connaissance du client, du territoire et du secteur d'activité, on peut directement financer des projets ou des sociétés à l'étranger», explique Daniel Essoo.

[ACTUALITÉ]

Pour assurer la stabilité, il faut donc surveiller et gérer cet équilibre, et identifier les risques potentiels». Il ajoute que le rapport de la Banque de Maurice vient faire observer qu'aujourd'hui, beaucoup de dépôts bancaires (funding side) viennent en particulier de certains pays, et que les prêts vont vers d'autres pays (lending side). En particulier, il fait état de l'importance de certains marchés dans notre base de dépôts. La question est donc posée ; quelles seraient les conséquences pour le secteur bancaire s'il y avait un problème dans ces pays ?

Chaque banque doit ainsi revoir son fonds de commerce et s'assurer que ce risque est géré. Mais les opérateurs ne voient pas ce qui se passe dans leurs banques. D'où, selon Daniel Essoo, l'importance de ce rapport de la Banque de Maurice qui évoque les risques pour tout le secteur. «Les opérateurs bancaires doivent prendre note de cette observation, et évaluer les risques. Cela suggère a priori l'importance de diversifier la source des dépôts et d'éviter une dépendance trop forte sur certains marchés. Mais en même temps, à Maurice, le Loan to deposit ratio reste très

prudent, et prend en compte ces risques».

Nous parlons ici des dépôts, et non du financement, qui, eux, font l'objet de directives précises, et où la part des *Non-performing loans* est en baisse. Et de manière générale, le risque est bien géré. Il convient donc du point de vue de la gestion des risques de suivre avec attention l'évolution de ces marchés en question. Les banques sont conscientes de ces risques, qui peuvent se traduire sur le plan économique, macroéconomique, sectoriel ou même climatique. Elles ont néanmoins d'autres sources de financement exter-

nes à leur disposition, à travers des lignes de crédit fournies par des Development Finance Institutions (DFI), des prêts en devises consenties par des banques internationales de renom, ou encore, pour les banques internationales implantées localement, du support financier de leur Group ou Head Office.

S'agissant des prêts transfrontaliers dans ces pays, certaines banques peuvent avoir recours aux assurances ou aux *Credit Guarantee Agencies* afin d'avoir une meilleure couverture de certains risques tels que le risque de change ou risque de crédit.

PRÊTS EN DOLLARS

SELON Sameer Sharma, expert en investissement alternatif, le montant des prêts en dollars a tendance à représenter un pourcentage important des actifs des banques, d'où l'importance d'une diligence raisonnable et d'une sélection adéquate. Selon lui, Maurice est confronté à un problème. La qualité de l'emprunteur étranger qui se donne la peine de venir à Maurice pour demander un prêt plutôt que de s'adresser à une banque asiatique, européenne, sud-africaine ou occidentale n'est pas très élevée et notre capacité à les sélectionner correctement est également moins bonne.

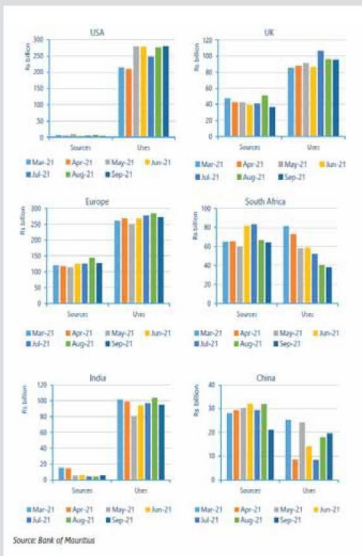
«Les banquiers d'affaires locaux peuvent mieux connaître les entités locales et peuvent également avoir un recours légal plus facile aux actifs locaux comme garantie, mais cela peut être un peu plus délicat en dehors de Maurice. D'un autre côté, la force motrice des prêts étrangers a été à été le dépôt de GBC qui offrent une source de financement relativement bon marché aux banques.



SAMEER SHARMA, EXPERT EN INVESTISSEMENT ALTERNATIF

Il fut un temps où les banques locales se contentaient de placer leurs dollars auprès d'autres banques régionales ou mondiales, mais compte tenu des faibles rendements, elles ont été tentées de prêter davantage en quête de rendement», fait ressortir Sameer Sharma.

Ainsi, celles qui ont financé des opérations de base à court terme liées au trade finance dans le cadre de consortiums pour l'Afrique subsaharienne n'ont pas vu beaucoup de prêts non productifs. Cependant, d'autres qui ont fait preuve d'un manque de diligence à l'égard d'entreprises douteuses cherchant à obtenir des prêts à plus long terme à Maurice ont perdu de l'argent dans de nombreux cas.



LE SECTEUR BANCAIRE EST UN FOURNISSEUR NET DE FONDS VERS DES PAYS TELS QUE LES ÉTATS-UNIS, LE ROYAUME-UNI, L'EUROPE ET L'INDE.